

Discours des vœux
du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes
par Brigitte GRESY, présidente

Vendredi 17 janvier 2020 – 18h

Hôtel de Cassini

Salle de la Chapelle – 32 rue de Babylone 75007

Madame la Ministre,

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

Nous, membres du Haut conseil de l'égalité, sommes presque aujourd'hui les ouvriers et ouvrières de la onzième heure, ensemble depuis ce matin sans interruption, partageant notre temps entre la question des retraites, les travaux menés par les 5 commissions du Haut conseil et ce soir, par les vœux que je tiens à vous présenter au nom de l'ensemble des membres de notre instance.

C'est dire notre engagement, voire notre acharnement à mener notre double mission : évaluation et prospective, vigilance sur ce qui a été acté et mis en œuvre, et découverte de terrains encore inexplorés.

Et, en cette fin de soirée d'hiver, je voudrais vous faire part, tout simplement, de mes doutes et de mes certitudes.

Certitudes inébranlables sur les trois outils d'action à mobiliser pour faire progresser l'égalité : des données systématiquement sexuées pour lancer

l'analyse et des indicateurs pertinents pour juger des résultats, des quotas pour arrimer la présence des femmes dans tous les lieux où elles sont minoritaires, enfin l'application du principe d'égaconditionnalité, c'est à dire le conditionnement de l'attribution de l'argent public à des exigences égalitaires. Et nous faisons là écho à trois aphorismes : « Il faut compter les femmes pour que les femmes comptent », comme le dit le collectif SISTA, « Pas de quotas, pas de résultats », comme le dit le HCE, « Stop au sexisme financier dans l'attribution de l'argent public » comme le dit également le HCE.

C'est à cet exercice que nous nous sommes livrés dans notre dernier rapport sur l'accès des femmes aux responsabilités et le rôle levier des financements publics, sous la responsabilité de la présidente de la commission en charge de ces questions, Agnès ARCIER. J'espère qu'il sera un adjuvant de poids pour la future loi sur l'égalité économique des femmes portée par vous, madame la ministre, et le ministre de l'économie et des finances, Bruno LEMAIRE, en préconisant des quotas dans les CODIR et les COMEX et en conditionnant l'obtention de financement public par des start-ups de l'innovation à des dispositions paritaires dans les instances de gouvernance et de direction et parmi les détenteurs et détentrices du capital.

C'est à cet exercice que nous allons nous livrer également dans notre rapport sur femmes et santé que nous rendrons en mai prochain, sous l'égide d'Emmanuelle PIET, pour dénouer ces paradoxes d'une promesse d'espérance de vie plus grande pour les femmes alors qu'elles vivent pourtant moins longtemps en bonne santé, d'un suivi plus important mais

d'un diagnostic moins sûr en raison de biais de genre, y compris lors du traitement de leurs pathologies et parfois même d'essais cliniques fondés sur des modélisations essentiellement masculines.

Mais le doute est insidieusement présent quant à l'influence réelle sur la décision publique de l'évaluation des politiques publiques et sur son objectivité. Vise-t-on **l'efficacité** (les effets sont-ils à la hauteur des objectifs ?), ou **l'efficience** (les effets sont-ils à la hauteur des coûts ?), voire **la pertinence des objectifs** au regard de la réalité sociale ou même **leur cohérence** par rapport à d'autres politiques publiques ? Que choisir parmi les politiques à évaluer ? Quelles données et indicateurs et quels résultats mettre en valeur dans la phase d'interprétation et de recommandations ? Quid également de ce besoin de données intersectionnelles qui n'est jamais assouvi dans notre pays faute d'avoir recours à des statistiques fondées sur l'origine ?

C'est à ce périlleux exercice que nous sommes livrés dans le rapport additionnel de la France Pékin +25, sous l'égide de Martine STORTI en septembre et que nous poursuivrons sur la notion de diplomatie féministe en juin prochain. C'est à ce même exercice que nous allons nous livrer pour construire un baromètre d'indicateurs de suivi de la prise en charge et mise en sécurité des femmes victimes de violences conjugales, avec Ernestine RONAI et Edouard DURAND, présidente et président de la commission violences, en mars prochain. Le HCE a été présent dans la plupart des groupes de travail du Grenelle des violences conjugales,

mémorable moment de mise en marche coordonnée et nous voulons poursuivre cet élan sur une durée longue, en construisant un tableau de bord annuel des indicateurs les plus pertinents d'évaluation de cette politique publique.

Mais doutes et certitudes ne touchent pas seulement les questions de méthode. Ils envahissent également le champ social et symbolique et la légitimité de notre combat dans ce cadre.

Doutes quant à l'efficacité de notre défrichage de terrains toujours nouveaux car la tâche est immense, et comme l'hydre de Lerne, les inégalités et le sexisme se reconfigurent sans cesse. Avancées dans certains pays ; régressions dans d'autres, avec des menaces de plus en plus inquiétantes, notamment sur les droits sexuels et reproductifs des femmes.

Mais certitudes sur le fait qu'il est impossible de faire relâche, jamais, à aucun moment, dans ce double élan de lutte contre la précarité du travail féminin et de valorisation du travail du *care* et des services à la personne, de reconnaissance de cette forme de pénibilité toujours passée sous silence, mais aussi de combat pour « l'empuissancement » des femmes, comme on dit aujourd'hui et la nécessité de rôles modèles pour élargir le champ des possibles offerts aux filles.

La lutte contre le sexisme est au cœur de ces enjeux. Et le rapport annuel sur l'état du sexisme en France en cours de rédaction par la commission stéréotypes présidée par Sylvie Pierre-Brossolette, s'attachera

notamment à démonter ces mécanismes dans les émissions de télé-réalité et dans les clips musicaux, ainsi que dans le monde du travail et le monde politique.

A l'évidence, le mot sexisme doit prendre place au cœur de tous les discours et actions sur l'égalité. Souvent évoqué sous des appellations un peu lénifiantes comme biais de sexe ou stéréotypes de sexe, comme s'ils étaient des virus ou même des microbes temporaires à combattre, il est au contraire une affection longue durée qui gangrène tant les relations interpersonnelles entre les femmes et les hommes que les institutions. Il est à l'origine de l'ensemble des violences sexistes et sexuelles et des crimes de « propriétaire » à l'encontre des femmes.

D'autres sujets émergent : la retraite des femmes notamment, thème sur lequel nous ne pouvons rester silencieux. Si ce grand principe d'équité « A cotisations égales, retraites égales » est annoncé clairement, les mécanismes compensateurs des inégalités dans l'emploi des femmes sont-ils suffisants ?

Nous aurons également à passer bien des thèmes en revue qui ne font pas tous consensus. La position abolitionniste face à la prostitution est-elle menacée ? Les féminismes constituent-ils le féminisme ou l'affaiblissent-ils en intégrant un raisonnement qui ne suppose plus la convergence automatique des luttes mais qui introduit une critique de l'universel, comme apanage des puissants, et propose d'autres logiques de domination liées à la classe, à la « race » ou à l'ethnie ? Comment donner à voir et à comprendre la poussée des mouvements masculinistes

qui avancent souvent sous le masque du partage équilibré de la parentalité, revendiqué toujours en temps de conflit mais jamais dans le temps de la paix conjugale. Quelles places les religions prennent-elles aujourd'hui auprès des hommes et des femmes pour réduire ou renforcer les rapports de domination ?

De fait, au-delà de la rédaction de rapports pointus et populaires, comme aime à le dire notre équipe, nous construisons à la fois du concret, par exemple des quotas quasi sonnants et trébuchants, mais aussi de l'utopie qui, seule, nous permet de nous projeter dans l'avenir, de canaliser nos rêves et de calmer notre colère.

Dans le fil de cette utopie, à l'aube de cette nouvelle année, je souhaite formuler des vœux nombreux pour que les femmes ne soient plus assassinées, exploitées sexuellement, mutilées, harcelées ou sous-payées parce qu'elles sont des femmes, pour qu'elles aient la liberté de circuler sans danger, d'aimer comme elles le souhaitent et surtout d'accéder à la pleine autonomie économique, sans disqualification de leur statut et de leur être, avec des horizons sans limites.

Je voudrais aussi que tout au long de cette année, nous tous soyons unis, solidaires et volontaires pour affirmer notre capacité de résistance, de résilience et poursuivre nos avancées.

Je ne pourrais clôturer ce discours des vœux sans saluer l'implication et le professionnalisme de l'équipe du secrétariat général, pilotée par Paola BERGS, avec Cléa LE CARDEUR, Marion ODERDA, Marion MURACCIOLE et toutes les stagiaires, une équipe qui, au quotidien, emploie toute son

énergie pour faire que nos engagements prennent forme dans les délais que nous nous fixons collectivement.

Je veux aussi saisir ce moment pour vous remercier, membres du Haut Conseil, avec une mention toute spéciale pour les présidentes et président, pour vos apports et votre implication dans les travaux de cette instance exigeante.

Je vous souhaite, je nous souhaite, une énergie renouvelée, un engagement sans faille et des réussites nombreuses et vous invite à porter un toast à la réalisation de nos vœux les plus ambitieux en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.